

Around Europe

Conseil quaker pour les affaires européennes

N° 284 juillet – août 2006

Le pouvoir par l'énergie

Ces six derniers mois, la 'sécurité de l'énergie' et plus spécifiquement la 'sécurité de l'approvisionnement' s'est hissée au sommet de l'agenda international. Le conflit énergétique entre Gazprom et l'Ukraine début 2006 a montré combien l'Europe est devenue dépendante des importations en combustible fossile. 80% du pétrole présent en Europe est actuellement importé, principalement d'Arabie Saoudite et du Moyen-Orient. Ces importations pourraient s'élever à près de 90% d'ici 2020. La demande européenne de gaz commence à augmenter plus rapidement encore que la demande de pétrole. D'ici 2020, si la tendance actuelle persiste, les importations satisferont 75% de cette demande accrue. Les Etats membres de l'UE dépendent tout particulièrement de la Russie, qui détient 30% des réserves mondiales de gaz et presque 15% des réserves mondiales de pétrole.

La prise de bec entre l'Ukraine et Gazprom fait craindre que les Etats producteurs, en particulier la Russie, se servent de leurs réserves en hydrocarbure pour faire chanter les Etats membres de l'UE dépendants en énergie. Ce scénario est considéré par beaucoup comme la principale menace pour la sécurité nationale. D'autres facteurs pèsent sur les craintes en matière de sécurité de l'approvisionnement européen. A savoir :

- L'inconstance et l'hostilité en Afrique et au Moyen-Orient ;
- L'épuisement des gisements de pétrole et de gaz en Europe – la production a récemment fortement diminué ;
- Presque tous les gazoducs terrestres en direction de l'Europe prennent leur source ou passent par le territoire russe.
- La possibilité que l'Iran perturbe le passage des pétroliers dans le détroit D'Ormuz.

L'UE tente, dans ce contexte international instable, de renforcer la position négociatrice de l'Europe. Beaucoup de gens pensent que, tout comme pour le commerce, une Europe s'exprimant d'une seule voix aurait plus de poids sur la scène internationale que les Etats membres pris séparément.

Afin d'étendre cette approche paneuropéenne aux questions énergétiques, l'Union procède actuellement un examen stratégique dans le domaine de l'énergie. Cela peut déboucher sur un projet de politique de l'énergie européenne. La Commission devrait adopter les recommandations de principe prévues dans le rapport d'enquête en décembre 2006. Celui-ci sera discuté par le Conseil en mars 2007. La Commission a déjà rédigé un livre vert traitant des questions énergétiques en Europe, le QCEA y a répondu de façon critique. Dans le cadre de l'examen stratégique, la Commission a tenu une conférence le 14 juillet intitulée 'Le pouvoir par l'énergie'. Ce titre revêt deux significations : la première étant le pouvoir politique international via le contrôle des ressources énergétiques vitales, la seconde étant l'électricité par les combustibles fossiles, dont nos sociétés dépendent. La solidarité mondiale concernant les approvisionnements en énergie n'était pas à l'ordre du jour.

La conférence fut un événement grandiose. Elle rassembla des conférenciers de la délégation russe à l'UE, la Chambre de Commerce Inde-UE, la délégation américaine à l'UE ainsi que les institutions européennes. Plus de détails sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.powerthroughenergy.eu/>

Participants et invités abordèrent les questions relatives aux émissions de carbone et à la dégradation de l'environnement. Certains déclarèrent que la récente analyse énergétique britannique représente une étape positive, en ce qu'elle fait preuve d'un nouvel empressement à aborder sérieusement la question de la durabilité de l'environnement. Les discussions se concentrèrent également sur les bénéfices apparents obtenus en libéralisant et en poursuivant l'intégration des marchés énergétiques européens.

Les mérites des sources d'énergie renouvelables, telles que le vent, l'énergie solaire et les biocarburants furent également approfondis. Cela nous permettrait de moins dépendre des autres et éviterait une rivalité géostratégique potentielle ainsi que des conflits concernant l'accès aux gisements. En outre, il semble d'autant plus surprenant qu'une décision du Parlement européen, visant à consacrer deux tiers du budget européen de recherche énergétique aux énergies renouvelables, ait été abandonnée par la Commission dans le texte amendé, discuté par les ministres européens lors du Conseil Compétitivité tenu le 24 juillet.

Jean-Arnold Vinois, Chef de l'Unité pour la politique d'énergie et la sécurité d'approvisionnement au sein de la Direction Générale Energie et Transports de la Commission européenne, dirige le projet de politique de l'énergie européenne. Il aborda la question des avantages du multilatéralisme et envisagea quelques accords internationaux potentiels en rapport avec l'énergie qui pourraient profiter à l'UE. Ces accords comprenaient un nouveau traité de Kyoto sur la durabilité de l'environnement, les nouvelles règles de l'OMC sur les marchés de l'énergie, les accords et règlements destinés à promouvoir l'efficacité énergétique, tels que l'interdiction du bouton de mise en veille sur les postes de télévision et autres appareils.

La conférence a mis l'accent sur la réflexion européenne en matière d'énergie et sur l'opinion d'autres grands consommateurs et producteurs d'énergie. Dommage qu'elle n'ait pas plus accentué la possibilité que des conflits surviennent du fait de la concurrence pour s'approvisionner en énergie.

C'est maintenant à vous de vous exprimer sur cette question internationale essentielle.

Matthew Taylor